

Objet : Les priorités du Collectif petite enfance en prévision des prochaines élections québécoises

Le Collectif petite enfance se positionne comme le porte-voix des tout-petits du Québec, dans le but de faciliter la mise en place de conditions de succès afin d'assurer leur développement, leur bien-être et leur avenir, du début de la grossesse jusqu'à l'âge de 5 ans.

Fort des idées et de l'expertise de ses 24 partenaires et alliés nationaux qui rallient des milliers de personnes œuvrant pour la petite enfance, le Collectif propose aux formations politiques une « boussole » qui les aideront à s'orienter pour les débats d'idées qui accompagneront nécessairement les prochaines élections québécoises. Et en prévision de cette période électorale qui s'annonce, le Collectif petite enfance cherche également à entendre les formations politiques qui se sont déjà prononcées sur les moyens d'agir pour la petite enfance ou qui feront connaître leurs solutions d'ici le 3 octobre 2022.

Le document annexé à cette correspondance est un condensé des axes qui correspondent aux moyens sur lesquels le Collectif croit qu'il faut agir de façon urgente, ainsi que des questions plus spécifiques destinées aux formations politiques et aux élus responsables de ce dossier afin qu'ils puissent présenter leurs solutions pour faire de la petite enfance une priorité sociétale. Les réponses à ces questions seront accueillies **au plus tard le 15 août à l'adresse suivante : coordination@collectifpetiteenfance.com**. Les réponses ainsi colligées seront dévoilées publiquement par le Collectif au courant des semaines qui précéderont le scrutin afin de permettre aux citoyens soucieux d'entendre les solutions proposées par les partis politiques aux enjeux touchant la petite enfance.

Vous pouvez compter sur mon entière collaboration pour échanger à propos de cette initiative de notre collectif et je vous prie d'agréer, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LA BOUSSOLE

des priorités des tout-petits selon le Collectif petite enfance

À l'occasion des débats d'idées qui accompagneront nécessairement les prochaines élections québécoises, le Collectif petite enfance veut faire œuvre utile.

Fort des idées et de l'expertise de ses 24 partenaires et alliés nationaux qui rallient des milliers de personnes œuvrant pour la petite enfance, le Collectif propose aux formations politiques une « boussole » qui les aidera à s'orienter lorsqu'ils développeront leurs priorités et leurs engagements envers la petite enfance.

Le Collectif se positionne comme le porte-voix des tout-petits du Québec, dans le but de faciliter la mise en place de conditions de succès afin d'assurer leur développement, leur bien-être et leur avenir, du début de la grossesse jusqu'à l'âge de 5 ans.

Si nous voulons faire de la petite enfance une priorité pour le Québec, le Collectif rappelle que :

- La pandémie a accéléré et aggravé les facteurs de risques nuisibles au bon développement des tout-petits, voire la maltraitance;
- Encore trop de familles sont difficiles à joindre, selon le rapport AGIR. En 2019, il y avait 156 000 enfants non joints par un service de garde éducatif;
- Les investissements dans la prévention ne sont pas encore à la hauteur, malgré les enseignements de la pandémie, fragilisant ainsi le filet social;
- Pour soutenir les tout-petits, il faut aussi soutenir les parents et leur assurer de bonnes conditions de vie;
- L'augmentation du taux d'inflation frappe particulièrement les familles et accentue les inégalités sociales. Il est urgent de poser des actions pour leur faciliter l'accès à une alimentation saine et à un logement;
- Il manque plus de 52 000 places en service de garde, avec les conséquences que l'on connaît sur la vie des parents et des tout-petits;
- Les délais d'attente pour qu'un tout-petit puisse rencontrer un spécialiste atteignent encore deux ans dans certains cas alors que la petite enfance est une fenêtre d'opportunité unique qui permet d'agir favorablement sur plusieurs sphères développementales.

Les points cardinaux de **LA BOUSSOLE** du Collectif petite enfance

Autour de ces quatre points cardinaux gravitent des axes qui correspondent aux moyens sur lesquels miser de façon urgente.

— Assurer des conditions de vie adéquates —

Offrons des conditions de vie adéquates en assurant un moyen de se loger, une alimentation suffisante et saine, un accès à une conciliation famille-travail-études à travers un soutien financier proportionnel aux besoins des familles

— Agir ensemble —

Réduisons les silos en créant des passerelles entre les différents secteurs et en coordonnant nos efforts de concert avec les décideurs

ÉLECTIONS 2022

Pour faire de la petite enfance, une priorité sociétale

— Agir tôt —

Assurons la santé, le bien-être et le plein développement de chaque enfant, offrons-leur des conditions optimales et soutenons les parents dès la grossesse

— Miser sur les services de proximité —

Soutenons les services de proximité et le réseau communautaire pour qu'ils puissent jouer leur rôle en matière de prévention et qu'ils aient la capacité d'agir tôt



Agir ensemble

« Développons une vision globale des enjeux, réduisons les silos administratifs et créons des passerelles entre les programmes. »

Le Collectif petite enfance croit qu'il faut développer une habileté collective pour mettre de l'avant les préoccupations et les enjeux communs de tous les acteurs œuvrant en petite enfance et en périnatalité. C'est à cette condition que les silos entre les réseaux qui travaillent auprès des tout-petits et de leur famille pourront être décloisonnés.

Le Collectif constate que :

- Selon plusieurs rapports, notamment le plus récent de la Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse (CSDEPJ), la collaboration est une pierre angulaire de la prévention. La protection des enfants et la prévention font appel à la contribution de plusieurs partenaires. Les organismes communautaires, les milieux de garde éducatifs, l'école et les policiers, notamment, sont des partenaires incontournables. Pour bien répondre aux besoins des enfants et des familles, les services doivent être accessibles et les partenaires doivent collaborer étroitement entre eux.
- Pour maximiser les partenariats entre les services sociaux et les autres secteurs, en réponse aux besoins psychosociaux des enfants et de leur famille, dans un contexte de pandémie, certains principes doivent être respectés :
 - Cohérence et complémentarité des partenariats intersectoriels en services sociaux avec les services de santé publique et communautaires.
 - Arrimage des services sociaux avec les écoles, les services de garde éducatifs à l'enfance et les services de santé ainsi que mise en place de partenariats communautaires visant l'accessibilité et la disponibilité de services pour tous.

ÉLECTIONS QUÉBÉCOISES 2022

**Le Collectif petite enfance
souhaite entendre les élus
et leurs formations politiques
sur les questions suivantes:**

1. À la suite du rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse, comment prévoyez-vous créer de la synergie et installer des trajectoires de services fluides pour arrêter de travailler en silos?

2. Dans un rôle de leader national, comment allez-vous vous assurer que chacun des acteurs tels que le milieu communautaire, les réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation pourra jouer pleinement son rôle pour agir tôt et en prévention?

3. L'écosystème de la petite enfance et de la périnatalité est déjà en action, mais l'arrimage avec les acteurs de ce milieu mériterait d'être renforcé pour obtenir plus de cohérence avec les autres programmes. Sachant cela, qu'entendez-vous faire pour favoriser cette concertation entre les partenaires?



Agir tôt

« Offrons à nos tout-petits des conditions optimales dès la grossesse. »

Les impacts de la pandémie sur le développement des tout-petits sont de plus en plus visibles et les préoccupations sont multiples. Nos partenaires le constatent sur le terrain.

Le Collectif petite enfance croit que la prévention auprès des tout-petits doit être priorisée dans les stratégies visant à soutenir le développement des enfants.

Le Collectif constate que :

- Les familles ont de la difficulté à avoir accès aux services spécialisés dont elles ont besoin;
- Les interventions proposées tôt dans la vie ont plus de chance d'avoir un effet bénéfique sur le développement de l'enfant et de diminuer les problèmes futurs, puisque le cerveau se situe alors au plus fort de son développement;
- Notre société, qui agit depuis trop longtemps de façon curative, doit prioriser la prévention.
- Agir tôt, agir rapidement et agir au bon moment est la clé.

Les interventions visant les tout-petits sont plus efficaces que celles visant les enfants plus vieux. On estime d'ailleurs que la plupart des interventions rentables se feraient avant l'âge de 3 ans puisque le cerveau se situe alors au plus fort de son développement.

Les premières années de vie d'un enfant jouent un rôle fondamental dans la façon dont il se développera. Le contexte dans lequel il évolue et les expériences qu'il vit, qu'elles soient positives ou négatives, influenceront différents aspects de son développement global.

ÉLECTIONS QUÉBÉCOISES 2022

**Le Collectif petite enfance
souhaite entendre les élus
et leurs formations politiques
sur les questions suivantes:**

1. Comment peut-on donner un meilleur accès aux services pour les tout-petits, au bon moment et avec la bonne intensité, afin d'agir en prévention en ciblant ceux qui en ont le plus besoin, notamment dans un contexte de vulnérabilité?

2. Selon vous, quelles seraient les meilleures stratégies pour assurer le plein développement des tout-petits afin de prévenir les problèmes en amont, dès la grossesse, et les dépister s'il y a lieu?



Assurer des conditions de vie adéquates

*« Offrons aux familles
une réponse financière et
proportionnée à leurs besoins. »*

En s'appuyant sur les savoirs de ses partenaires et sur la littérature scientifique, le Collectif petite enfance croit que l'amélioration des conditions de vie des familles est essentielle pour assurer le plein développement des tout-petits, prévenir la maltraitance et réduire les inégalités sociales.

Le Collectif observe que :

- Les conditions de vie difficiles qui placent certaines familles en situation de vulnérabilité menacent le développement des enfants. Ces conditions de vie difficiles sont donc un élément central à prendre en considération dans une optique de prévention.
- **1 famille sur 10** avec au moins **1 tout-petit** vit encore de l'insécurité alimentaire*;
- **13,6 %** de ces familles habitent dans un logement non abordable*;

** Ces données sont antérieures à la pandémie mondiale de la COVID-19. Nous pouvons supposer que ces faits se sont aggravés puisque nous observons une hausse du coût de la vie due à l'inflation galopante ainsi que davantage de précarité systémique des familles;

ÉLECTIONS QUÉBÉCOISES 2022

**Le Collectif petite enfance
souhaite entendre les élus
et leurs formations politiques
sur les questions suivantes :**

1. Quelles mesures mettriez-vous en place pour améliorer les conditions de vie des familles qui sont essentielles au plein développement des tout-petits ?

2. Quels engagements concrets votre formation serait-elle prête à prendre pour agir en priorité, en matière d'accès au logement, afin d'aider les familles à assurer des conditions de vie optimales pour le développement des tout-petits, dans les prochaines années ?

3. Quels engagements concrets votre formation serait-elle prête à prendre pour agir en priorité en matière de sécurité alimentaire afin d'aider les familles à assurer des conditions de vie optimales aux tout-petits, dans les prochaines années ?

4. Quels engagements concrets votre formation serait-elle prête à prendre afin d'assurer qu'un ajustement des mesures de soutien aux familles telles que l'allocation famille soit fait en suivant la variation du taux d'inflation en temps réel ?



Miser sur des services de proximité

« Soutenons les services de proximité et le réseau communautaire pour qu'ils puissent jouer leur rôle en matière de prévention, d'avoir la capacité d'agir tôt. »

Les impacts de la pandémie sur l'isolement des familles sont tangibles et les préoccupations sont multiples.

Le Collectif petite enfance croit que miser sur des approches complémentaires visant à aller à la rencontre des familles, en ciblant plusieurs portes d'entrée, favorisera la diminution des silos et contribuera à briser l'isolement social vécu par certaines familles. Cette approche vise à construire des ponts en développant des liens de confiance entre les familles, surtout les plus isolées, plus difficiles à joindre, et les services pour éventuellement rendre ceux-ci plus accessibles pour ces familles. On favorise ainsi la concrétisation d'un continuum de services, réduisant par le fait même les silos.

Le Collectif constate que :

- Les services de proximité offerts par les organismes communautaires jouent un rôle essentiel et unique qui a été davantage mis en lumière depuis la pandémie, malgré les multiples obstacles autant financiers que structurels, sans oublier l'augmentation du cumul des vulnérabilités, vécus par les familles.
- Les services de proximité semblent se déployer sur les territoires de façon inégale et suivant de multiples objectifs, selon le réseau qui les coordonne (communautaire, santé et services sociaux, scolaire...), instaurant une disparité et créant des silos.
- Le gouvernement en place a annoncé un rehaussement important dans son budget 2022-2023 pour l'action communautaire et les services de proximité — un soutien nécessaire afin que ces réseaux puissent jouer leur rôle essentiel de filet social autour des tout-petits.

ÉLECTIONS QUÉBÉCOISES 2022

**Le Collectif petite enfance
souhaite entendre les élus
et leurs formations politiques
sur les questions suivantes:**

1. Dans la mise en œuvre du projet pilote consistant la création de 50 postes de travail de proximité et visant des territoires comptant un grand nombre d'enfants vulnérables, comment allez-vous tenir compte des expertises existantes du secteur communautaire des différentes régions en travail de proximité?

2. Comment allez-vous vous assurer de joindre les diverses communautés ou populations (régionales, d'expression anglaise, ethnoculturelles, autochtones...) lors de la mise en place de ce projet?

3. En dehors des considérations financières, comment comptez-vous soutenir le milieu communautaire et les approches de proximité afin qu'ils puissent jouer leur rôle en matière de prévention?